

Maisons-Alfort, le 3 mai 2012

LE DIRECTEUR GENERAL

AVIS

**de l'Agence nationale de sécurité sanitaire
de l'alimentation, de l'environnement et du travail
relatif à la demande d'équivalence
de la substance active diquat d'origine Agriguard Ltd**

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a accusé réception d'un dossier déposé par Agriguard Ltd de demande d'équivalence de la substance active diquat d'origine Agriguard Ltd par rapport à l'origine Syngenta reconnue au niveau européen.

Conformément au code rural et de la pêche maritime, l'avis de l'Anses relatif à l'évaluation des demandes d'équivalence de produits phytopharmaceutiques est requis.

Après évaluation de la demande, réalisée par la Direction des Produits Réglementés avec l'accord d'un groupe d'experts du Comité d'experts spécialisé "Produits phytosanitaires : substances et préparations chimiques", l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail émet l'avis suivant.

Le diquat est une substance active existante approuvée au titre du règlement (CE) n°1107/2009¹ pour laquelle le Royaume-Uni est l'Etat Membre Rapporteur.

Cette demande concerne la reconnaissance d'une nouvelle origine, évaluée en référence à l'origine Syngenta reconnue au niveau européen et selon le document guide européen Sanco/10597/2003 rev.9.

En l'absence de réponse sur les demandes complémentaires, l'évaluation n'a pas pu être conduite à son terme et l'équivalence entre la substance active d'origine Agriguard Ltd et celle de référence n'a pas pu être établie.

En conséquence, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail émet un avis défavorable à la demande d'équivalence n° 2011-6296 spe présentée par Agriguard Ltd pour la substance active diquat.

Marc MORTUREUX

Mots-clés : diquat, Agriguard Ltd, SSPE

¹ Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil.